

RAPPORT N° 176 21 décembre 2004
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
sur le postulat N° 227.03 Christine Bulliard /
Yvonne Stempfrel concernant la loi scolaire du
23 mai 1985

1. SITUATION

1.1 Postulat

Le 26 mars 2003, les députées Christine Bulliard et Yvonne Stempfrel ont déposé et développé un postulat proposant une révision de la loi du 23 mai 1985 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école du cycle d'orientation («loi scolaire», ci-après LS, RSF 411.0.1). Les députées constataient que l'école se trouve de plus en plus confrontée à différents problèmes de société. Souvent, les autorités scolaires et le corps enseignant peinent à trouver comment faire face à ces difficultés. Pour les députées, cela serait dû en partie à une carence de bases légales. Selon elles, la marge de manœuvre pour résoudre immédiatement ces questions est très limitée. Par ailleurs, toutes les écoles ne connaissent pas les mêmes problèmes, ni les mêmes besoins.

Les députées estimaient que la LS devrait être révisée, afin de mieux tenir compte des besoins actuels; une attention particulière devrait être portée sur

- l'âge du début de la scolarisation
- le mandat professionnel du corps enseignant
- les mesures pouvant être prises pour les élèves au comportement difficile
- le rôle des parents.

1.2 Réponse du Conseil d'Etat

Dans sa réponse du 19 août 2003, le Conseil d'Etat rappelait d'abord que, depuis le vote de la LS par le Grand Conseil le 23 mai 1985, celle-ci avait été l'objet de modifications partielles dans plusieurs domaines:

- a) généralisation de la structure 6/3 (6 ans d'école primaire et 3 ans de cycle d'orientation) en 1995, alors que la LS permettait initialement de maintenir la structure 5/4 là où elle existait (art. 15 et 17)
- b) prise en compte de la loi du 22 septembre 1994 sur l'enseignement spécialisé (art. 20)
- c) introduction du troisième demi-jour de congé pour tous les élèves de l'école primaire, en 1997 (art. 22 et 25)
- d) transfert à la DICS de la compétence d'établir le calendrier scolaire, en 1999 (art. 23)
- e) extension de la notion de santé des élèves à la prévention des comportements nocifs, notamment des toxicomanies et de la violence, en 1996 (art. 40)
- f) modification du mode de traitement pour les cycles d'orientation, en 1990 (art. 95)
- g) définition des services de psychologie scolaire, de logopédie et de psychomotricité comme relevant de la compétence des communes (art. 106 et 109)
- h) adaptations des voies de droit à des dispositions plus générales (LOTA, CPJA et Convention européenne des Droits de l'Homme).

La loi scolaire a donc été régulièrement adaptée afin de rester un outil de travail performant. Par ailleurs, le Grand Conseil a eu l'occasion de se prononcer, ces dernières années, sur des thèmes en relation avec les domaines évoqués dans le postulat, par exemple l'introduction d'une deuxième année d'école enfantine, un rapport sur le mandat professionnel des enseignants et un rapport sur la collaboration entre parents et école. Cela étant dit, le gouvernement était également de l'avis que la LS devait être actualisée, en fonction des thématiques mentionnées par les députés, ainsi que d'autres éléments encore. Ainsi, il avait déjà mentionné cette révision totale dans son programme de législation.

Le Conseil d'Etat indiquait quels travaux étaient alors en cours dans les domaines du statut du personnel enseignant et de la révision du règlement du 16 décembre 1986 d'exécution de la loi scolaire (RLS; RSF 411.0.11). Il indiquait aussi que d'autres éléments devaient être pris en compte, tels que la révision totale de la Constitution, ainsi que les travaux intercantonaux dans le cadre de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) avec le projet HarmoS et de la Conférence intercantonale de l'instruction publique de Suisse romande et du Tessin (CIIP) avec le projet PECARO.

1.3 Débat parlementaire

Le 7 novembre 2003 (*BGC* p. 1726–1729), le Grand Conseil devait décider de la prise en considération du postulat. Au cours du débat, il a été indiqué que la LS devait s'adapter aux changements de la société, tels que la consommation toujours plus précoce d'alcool et de drogue, ou encore la délinquance. Des modifications ont aussi été suggérées en ce qui concerne la date limite d'annonce des effectifs du 15 juin, jugée trop tardive pour l'organisation de la prochaine année scolaire, la date du début de l'année administrative, la promotion de l'apprentissage des langues, l'âge d'entrée à l'école, la pratique des congés spéciaux, la politique d'intégration, les clés de financement des écoles des différents degrés scolaires, les mesures disciplinaires, les effectifs, la constitution des classes, le mandat professionnel du corps enseignant, le rôle des parents, l'encouragement d'initiatives pour la création de centres de jeunes ou la mise sur pied de structures dans ou au dehors de l'école, l'intégration de l'école enfantine dans la scolarité obligatoire, l'évolution des méthodes d'enseignement et de l'évaluation, la procédure de passage au cycle d'orientation, le resserrement des missions dévolues à l'école, le passage de la scolarité obligatoire au degré secondaire II. Il a été souhaité que le corps enseignant, les parents et les commissions scolaires soient associés aux travaux, afin que les gens du terrain puissent s'appuyer sur une base légale bien adaptée à leurs besoins concrets. Il a été indiqué que la LS devait assurer le droit de tous les élèves à la meilleure formation de base, sans occulter non plus les devoirs des parents face à l'école. Le respect des différentes cultures linguistiques doit être assuré, tout en fixant un cadre légal unique et cohérent. Des mises en garde ont été données, dans le sens que les prestations attendues de la part de l'école ne pouvaient pas être comparables à celles qui sont habituelles dans le monde de l'économie et ne pouvaient pas non plus être identiques selon que l'on se trouve à la campagne ou à la ville. Des craintes ont aussi été exprimées s'agissant du nombre élevé de réformes auxquelles il fallait s'attendre, dans un contexte de ressources limitées.

Alors qu'aucune voix n'a mis en doute l'opportunité d'une révision de la LS, certains ont estimé inutile de demander un rapport à ce sujet au Conseil d'Etat. D'autres au contraire souhaitaient connaître les points fondamentaux envisagés pour cette réforme, afin de donner leur avis à temps et de participer ensuite activement aux choix à venir. Au vote, le postulat a été pris en considération par 87 voix contre 14, avec des abstentions.

2. TRAVAUX EFFECTUÉS ET À VENIR

2.1 Règlement sur le personnel enseignant

Le nouveau règlement sur le personnel enseignant (RPens, RSF 415.0.11) est entré en vigueur au 1^{er} septembre 2004. Ce texte fait suite à la mise en vigueur, le 1^{er} janvier 2004, de l'ensemble des dispositions régissant le personnel de l'Etat. Il tient compte des évolutions qu'a connues l'école ces dernières années et de leurs incidences sur le mandat et le statut du corps enseignant. Par ses propositions novatrices, il veut également apporter des éléments de réponse à la revalorisation de l'image des enseignants dans la société et lutter ainsi contre la pénurie qui menace.

Le mandat professionnel du personnel enseignant étant maintenant explicitement défini, un groupe de travail est à l'œuvre pour élaborer un projet de cahier des charges pour chaque degré d'enseignement; il devrait déposer son rapport pour le 30 avril 2005.

2.2 Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil concernant la conception générale de l'intégration des technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement, à tous les degrés de la scolarité (Fri-Tic)

Le 13 septembre 2004, le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil son rapport n° 149 concernant la conception générale de l'intégration des technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement, à tous les degrés de la scolarité (Fri-Tic). Il apparaît que le concept initial de Fri-Tic ne doit pas être modifié globalement, les lignes directrices du projet ayant fait leurs preuves. Les corrections ponctuelles apportées en cours de projet ont permis une bonne adéquation de celui-ci avec la situation et les besoins du terrain. Le projet a toutefois pris du retard par rapport aux prévisions initiales en raison des restrictions budgétaires et de la complexité de certaines tâches; il devra vraisemblablement être prolongé de deux ans, soit jusqu'en 2008.

Le Grand Conseil a pris acte du rapport le 15 décembre 2004.

2.3 Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la politique familiale globale

Le 5 octobre 2004, le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil son rapport n° 151 sur la politique familiale globale. Celui-ci faisait suite au document élaboré par la Commission cantonale pour une politique familiale globale. Dans un premier temps, le rapport établit un état des lieux de la politique familiale en vigueur et des mesures en cours de réalisation. Dans un deuxième temps, il souligne l'importance d'une coordination efficace entre les Directions. Un Comité de pilotage interdirectionnel en

matière de coordination de la politique familiale aurait notamment pour tâche de définir le cahier des charges et la coordination de l'information aux familles, avec la mise en place d'un «guichet des familles». Enfin, le Conseil d'Etat indique sur quels projets l'accent doit être porté en premier lieu. En lien direct avec le débat du Grand Conseil pour la prise en considération du postulat Bulliard/Stempfeler figurent deux domaines:

- l'amélioration de l'application de la loi sur les structures d'accueil de la petite enfance, voire une révision de la loi, afin de renforcer le domaine de l'accueil extra-familial;
- l'examen de l'opportunité et des possibilités d'introduire une deuxième année d'école enfantine permettant une scolarisation des enfants dès l'âge de 5 ans. Ce sujet concerne particulièrement la DICS et doit par ailleurs être mis en relation avec les projets HarMoS, PECARO, ainsi que celui de révision du Concordat du 29 octobre 1970 sur la coordination scolaire, sans parler des travaux relatifs à la prise en charge plus précoce des difficultés comportementales (cf. point 2.4 ci-dessous).

2.4 Rapport de la commission cantonale chargée de proposer des mesures en faveur d'enfants et de jeunes présentant de graves difficultés comportementales dans le domaine scolaire

La commission cantonale chargée de proposer des mesures en faveur d'enfants et de jeunes présentant de graves difficultés comportementales dans le domaine scolaire a adopté son rapport le 8 avril 2004. Le rapport recense les problèmes constatés, propose les mesures adéquates et envisage les collaborations possibles entre les Directions du Conseil d'Etat. Les mesures proposées visent surtout à améliorer les collaborations à tous les niveaux, afin de mieux utiliser les moyens existants. La commission propose aussi de mettre des ressources supplémentaires à disposition des écoles. Ce n'est qu'en troisième priorité que sont envisagées des structures d'accueil pour les élèves en difficulté. Le 3 mai 2004, le Conseil d'Etat a autorisé la DICS à mettre le rapport en consultation auprès des instances et organes intéressés. Le délai de consultation était fixé au 30 septembre 2004. En raison de certains retards dans les réponses, le dépouillement et la valorisation de la consultation n'est pas encore terminée. Le Grand Conseil sera informé des résultats dans le cadre du rapport que le Conseil d'Etat lui transmettra à la suite de la prise en considération du postulat n° 226.03 Catherine Keller-Studer relatif à une structure socio-éducative. Il n'est pas exclu que la LS subisse une révision partielle à la suite de ce rapport.

2.5 Modification partielle de la LS en 2004

En plus des modifications déjà mentionnées sous point 1.2, le Grand Conseil a voté le 12 octobre 2004 une modification partielle de la LS (art. 88, 94 et 108). La modification de l'article 108 fixe à 45 % la subvention de l'Etat aux communes dans le domaine des services auxiliaires. Les modifications des articles 88 et 94 introduisent la participation des communes au financement des mesures d'encouragement à la prise volontaire de la retraite avant l'âge limite pour le personnel enseignant des degrés préscolaire, primaire et du cycle d'orientation.

2.6 Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004

La nouvelle Constitution fribourgeoise, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2005, donne en son article 64 al. 1 la responsabilité conjointe au canton et aux communes de pourvoir à un enseignement de base obligatoire et gratuit ouvert à tous les enfants, en tenant compte des aptitudes de chacun. Elle indique (al. 2) que l'école assure la formation des enfants en collaboration avec les parents et seconde ceux-ci dans leur tâche éducative. L'école favorise le développement personnel et l'intégration sociale des enfants et leur donne le sens des responsabilités envers eux-mêmes, autrui, la société et l'environnement. Elle établit (al. 3) que la première langue étrangère enseignée est l'autre langue officielle. Tout en rappelant la neutralité confessionnelle et politique de l'enseignement (al. 4), elle donne aux Eglises et aux communautés religieuses reconnues le droit d'organiser un enseignement religieux dans le cadre de l'école obligatoire.

La Constitution donne à l'Etat la possibilité de soutenir des écoles privées pour autant que leur utilité soit reconnue (art. 67 al. 1). L'Etat exerce la surveillance sur les écoles privées qui assurent l'enseignement de base et sur celles qu'il soutient.

Ces éléments, qui confirment des principes déjà en vigueur, devront trouver éventuellement écho dans la loi scolaire. A ce propos, on peut se référer au rapport n° 170 du 15 novembre 2004 du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la mise en œuvre de la nouvelle Constitution cantonale, qui indique les intentions du Conseil d'Etat à ce sujet.

2.7 Nouvelles interventions parlementaires sur des sujets scolaires

A côté du postulat demandant la révision totale de la LS, d'autres interventions parlementaires sont en suspens, qui ont potentiellement également des incidences sur la LS.

Motion Jacques Baudois / Bernard Garnier n° 110.01 relative à l'apprentissage des langues au niveau de la scolarité obligatoire. Le Conseil d'Etat rendra son rapport au cours de l'année 2005.

Motion Michel Losey n° 051.04, développée le 12 février 2004, relative au transport des élèves et à la sécurité optimale. Le Conseil d'Etat y a répondu le 7 décembre 2004.

Motion Jean-Jacques Collaud / Jörg Schnyder n° 053.04, développée le 12 février 2004, relative à la durée des études pour obtenir la maturité fédérale. Le Conseil d'Etat y a répondu le 21 décembre 2004.

Postulat Jean Deschenaux / Isabelle Joye n° 217.02, pris en considération le 12 septembre 2004, relatif à l'évaluation à l'école primaire. Le Conseil d'Etat rendra son rapport à la fin du premier trimestre 2005.

Postulat Ursula Krattinger n° 255.04, développé le 16 septembre 2004, relatif à l'introduction des écoles de jour et des temps blocs dans les écoles publiques. Le Conseil d'Etat y répondra dans le délai légal.

Postulat Nicole Aeby-Egger n° 260.04, développé le 14 octobre 2004, relatif à l'étude de la possibilité d'har-

moniser les horaires scolaires entre les degrés. Le Conseil d'Etat y répondra dans le délai légal.

2.8 PECARO et HarmoS

Le PECARO est un projet de plan cadre pour l'école enfantine et la scolarité obligatoire élaboré dans le cadre de la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP). Son objectif consiste en l'établissement d'un projet de formation de l'élève, officiel et commun pour la Suisse romande, permettant d'harmoniser les plans d'études cantonaux et devant favoriser l'émergence d'une vision commune du projet éducatif de l'école publique. Il est en quelque sorte le cahier des charges général de l'école enfantine et de l'école obligatoire. Ce curriculum cadre est basé sur une déclaration de la CIIP relative aux objectifs et finalités de l'école publique, déclaration elle-même préparée à partir des législations scolaires des cantons membres de la CIIP. Une première version du PECARO a été publiée au printemps 2004 et a été mise en consultation, sur le plan technique, auprès des partenaires de l'école jusqu'à la fin de l'été 2004. La CIIP doit maintenant prendre connaissance des résultats de la consultation et déterminer la suite qu'elle entend donner à ce dossier. Le contenu du PECARO entre donc dans le cadre défini par notre loi scolaire; il aura des incidences sur les plans d'études, qui relèvent des compétences de la DICS. Durant les travaux de révision de la LS, il conviendra toutefois d'être attentif à cette référence intercantonale. Il n'est pas exclu qu'un article indique explicitement l'importance à accorder à la coordination intercantonale.

Le projet HarmoS émane quant à lui de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). Il vise l'harmonisation de la scolarité obligatoire en Suisse en fixant, de façon contraignante et à l'échelon national, des niveaux de compétences minimales pour l'école obligatoire dans les quatre disciplines-clés que sont la langue d'enseignement (le français ou l'allemand standard pour le canton de Fribourg), la langue 2 (respectivement, l'allemand standard ou le français), les mathématiques et les sciences. Ces niveaux apparaîtront sous la forme de standards nationaux, qui décriront des connaissances et compétences concrètes, vérifiables et mesurables à partir de tests validés. HarmoS doit donc préciser non pas des contenus à enseigner, mais ce que l'élève doit maîtriser au minimum en termes de résultats attendus à la fin d'un cycle d'apprentissage (2^e, 6^e et 9^e année). Il doit renforcer le pilotage coordonné de la scolarité obligatoire en Suisse en permettant d'évaluer le système de formation à l'échelle nationale. Le développement des modèles et la vérification empirique des niveaux de compétences devraient pouvoir se faire au cours des années 2005 et 2006. La détermination des standards est attendue pour 2007. Une convention intercantonale pour l'harmonisation de la scolarité obligatoire, qui sera soumise à l'appréciation et la décision des parlements cantonaux, devrait en résulter.

Les deux projets PECARO et HarmoS sont parfaitement complémentaires et se renforcent réciproquement. PECARO cherche à harmoniser le processus de formation et cela implique un travail à l'échelle d'une région linguistique. HarmoS cherche à harmoniser le produit de la formation, ce qui peut être réalisé par delà les frontières linguistiques. Les deux projets visent à rendre plus transparents et explicites les objectifs et les performances attendues de la scolarité obligatoire.

2.9 Travaux de révision du règlement scolaire

Les premiers travaux de révision du RLS ont été entrepris à l'automne 2003 par un groupe de travail interne à la DICS, l'idée étant de commencer par examiner les besoins plus proches du terrain, normalement détaillés dans le RLS, pour ensuite aborder les questions de principe, soit plutôt ceux contenus dans la LS, quitte à revenir ensuite sur le RLS en cas de nécessité. Les conférences des inspecteurs et des directeurs des deux parties linguistiques, ainsi que la Société pédagogique fribourgeoise francophone (SPFF) et le Lehrerinnen und Lehrer Deutschfreiburg (LDF) ont été priés d'examiner en détail le RLS. Ces organes étaient appelés à indiquer quelles dispositions du RLS devaient selon eux être modifiées, créées ou supprimées. Toutes les réponses ont pu être réunies dans le courant du printemps 2004. Le groupe de travail a analysé ce premier résultat, non sans avoir demandé aux conférences des informations de détail sur certains aspects. A la fin 2004, les principaux enjeux de la révision du RLS sont connus. Des rapports spécifiques à certains thèmes (par exemple, sur les appuis pédagogiques, sur une nouvelle politique des effectifs, sur l'évaluation, etc.) viennent d'être déposés ou sont sur le point de l'être. Deux journées de travail, réunissant des collaboratrices et collaborateurs du Secrétariat général de la DICS et des deux services de l'enseignement obligatoire, ainsi que l'ensemble des inspectrices, inspecteurs, conseillères et conseillers pédagogiques, directrices et directeurs des CO, ont été planifiées durant les trois premiers mois de l'année 2005. Un avant-projet devrait ainsi pouvoir être mis en consultation.

2.10 Thèmes de révision de la loi scolaire

Dans son message n° 146 du 30 août 2004 relatif aux perspectives financières 2006–2008 et aux mesures destinées à garder la maîtrise des finances de l'Etat de Fribourg, le Conseil d'Etat a d'ores et déjà annoncé des travaux dans les domaines suivants:

- Réexamen de l'organisation des cercles scolaires intégrant notamment les effets du programme de fusion des communes
- Fixation de normes relatives aux effectifs afin notamment de combler les écarts entre la partie romande et la partie alémanique dans l'enseignement spécialisé et les classes de développement
- Répartition des tâches en matière de transports scolaires des domaines préscolaire et primaire
- Réduction des coûts pour l'Etat en matière de services auxiliaires, par l'introduction du subventionnement sur la base de forfait et application de la répartition des frais valable pour l'enseignement préscolaire et primaire (65 % – 35 %).

Les autres domaines annoncés par le Conseil d'Etat soit ci-dessus, soit dans sa réponse du 19 août 2003 au postulat sont, pour mémoire:

- L'examen de l'opportunité et des possibilités d'introduire une deuxième année d'école enfantine permettant une scolarisation des enfants dès l'âge de 5 ans
- Les suites du rapport relatif aux mesures en faveur d'enfants et de jeunes présentant de graves difficultés comportementales dans le domaine scolaire

- Les éventuelles modifications dans le contexte des projets HarmoS et PECARO
- Les technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement
- La scolarisation d'enfants et de jeunes de langue étrangère
- L'organisation de l'école (Schulleitung et projets d'établissement, structure de direction des CO).

Les sujets évoqués par le Grand Conseil dans le contexte du postulat, déjà mentionnés mais non encore rappelés dans ce point 2.10 sont:

- Le resserrement des missions de l'école
- L'âge du début de la scolarisation
- L'intégration d'une année d'école enfantine dans la scolarité obligatoire
- Le rôle des parents, leurs droits et leurs devoirs
- La prévention de l'alcool, de la drogue et de la délinquance
- La politique d'intégration
- La pratique des congés spéciaux
- Les mesures disciplinaires
- La politique des effectifs et la constitution des classes
- La procédure de passage au cycle d'orientation
- Le passage de la scolarité obligatoire au degré secondaire II
- La date du début de l'année administrative
- La date limite d'annonce des effectifs du 15 juin
- Le financement des écoles des différents degrés
- Le lien éventuel entre l'école et les structures extrascolaires.

Enfin, d'autres sujets encore sont apparus à un moment ou l'autre des travaux de révision du RLS; pour ne citer que les plus importants:

- La résidence habituelle des élèves et les changements de cercle scolaire
- La reconnaissance, la surveillance et la coordination des services auxiliaires
- Le statut des écoles spécialisées
- La délivrance d'autorisation d'enseigner et le retrait de celle-ci
- Le rôle du Conseil de l'éducation
- Le rôle et les compétences des commissions scolaires
- Nouvelles pratiques en évaluation.

Tant par le nombre de sujets que par l'importance politique de ceux-ci, il apparaît que la révision totale de la LS constitue un dossier de très grande envergure. Les travaux continueront durant les mois à venir et une procédure de consultation devrait en principe pouvoir se dérouler dans la seconde partie de l'année 2006.

3. CONCLUSION

Avec la révision de la LS, c'est un travail de grande envergure qu'entend conduire le Conseil d'Etat. D'une part,

le nombre de thèmes à traiter est important. D'autre part, la nature politique de ces domaines est évidente. C'est donc bien à un débat de société qu'il convient de se préparer, qui cadrera le travail de l'école pour les prochaines années. C'est la raison pour laquelle il faudra tenir compte des besoins du terrain, tout en portant le débat sur la question des principes et en dégagant les lignes directrices de l'école de demain.

Cela étant, le Conseil d'Etat tient à relever que certains thèmes évoqués précédemment sous le point 2.10 pourraient faire l'objet d'un règlement anticipé et précéder ainsi la modification plus fondamentale et globale de la loi scolaire, qui exigera encore des travaux importants et des discussions approfondies.

Nous vous invitons à prendre acte de ce rapport.

BERICHT Nr. 176 21. Dezember 2004
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Postulat Nr. 227.03 Christine Bulliard /
Yvonne Stempfel betreffend Schulgesetz vom
23. Mai 1985

1. SITUATION

1.1 Postulat

Am 26. März 2003 haben die Grossrätinnen Christine Bulliard und Yvonne Stempfel ein Postulat eingereicht und begründet, das die Revision des Gesetzes vom 23. Mai 1985 über den Kindergraten, die Primarschule und die Orientierungsschule («Schulgesetz», SchG, SGF 411.0.1) zum Thema hat. Die Grossrätinnen stellen fest, dass die Schule zunehmend mit gesellschaftlichen Problemen konfrontiert ist. Oft wissen die Schulbehörden und Lehrpersonen nicht mehr, wie sie die Schwierigkeiten bewältigen sollen. Nach Ansicht der Verfasserinnen des Postulats kommt dies zu einem Teil daher, dass es an den nötigen gesetzlichen Grundlagen fehlt. Sie finden, dass der Handlungsspielraum für eine rasche Problemlösung sehr eingeschränkt sei. Im Übrigen haben nicht alle Schulen die gleichen Probleme und Bedürfnisse.

Die Grossrätinnen sind der Ansicht, dass das Schulgesetz von 1985 revidiert werden müsste, um den heutigen Bedürfnissen besser gerecht zu werden; besonders zu beachten wären dabei ihrer Meinung nach

- das Alter bei der Einschulung
- der Berufsauftrag der Lehrpersonen
- Massnahmen bei Schülerinnen und Schülern mit Schwierigkeiten
- die Rolle der Eltern.

1.2 Antwort des Staatsrats

In seiner Antwort vom 19. August 2003 erinnerte der Staatsrat zunächst daran, dass seit der Verabschiedung des Schulgesetzes durch den Grossen Rat am 23. Mai 1985, dieses Gegenstand von partiellen Änderungen in mehreren Bereichen war:

- a) 1995 die allgemeine Einführung der Struktur 6/3 (6 Jahre Primarschule und 3 Jahre Orientierungs-

schule), während das SchG zu Beginn, dort, wo sie noch bestand, die Struktur 5/4 zulies (Art. 15 und 17)

- b) Berücksichtigung des Gesetzes vom 22. September 1994 über den Sonderschulunterricht (Art. 20)
- c) 1997 die Einführung eines dritten freien Halbtages für alle Schülerinnen und Schüler der Primarschule (Art. 22 und 25)
- d) 1999 die Übertragung der Kompetenz, den Schulkalender festzulegen, auf die EKSD (Art. 23)
- e) 1996 die Erweiterung des Begriffs Schülergesundheit auf die Prävention schädlicher Verhaltensweisen, insbesondere der Drogenabhängigkeit und der Gewalt (Art. 40)
- f) 1990 die Änderung des Gehaltszahlungsmodus in den Orientierungsschulen (Art. 95)
- g) Definition der schulpsychologischen, logopädischen und Psychomotoriktherapie-Dienste als in die Zuständigkeit der Gemeinden gehörig (Art. 106 und 109)
- h) Anpassungen der Rechtsmittel an allgemeinere Bestimmungen (VGOG, VRG und Europäische Menschenrechtskonvention).

Das Schulgesetz wurde somit regelmässig angepasst, damit es ein wirksames Arbeitsinstrument blieb. Im Übrigen hatte der Grosse Rat in den letzten Jahren Gelegenheit, zu Themen im Zusammenhang mit den im Postulat erwähnten Bereichen Stellung zu nehmen. So zum Beispiel zur Einführung eines zweiten Kindergartenjahrs, zu einem Bericht über den Berufsauftrag der Lehrpersonen und zu einem Bericht über die Zusammenarbeit zwischen Eltern und Schule. Die Regierung war zudem auch der Meinung, dass das SchG im Sinne der von den Grossrätinnen erwähnten Thematiken und noch weiterer Elemente aktualisiert werden sollte. So hat er diese Totalrevision bereits in seinem Legislaturprogramm erwähnt.

Der Staatsrat hat angegeben, welche Arbeiten in den Bereichen des Dienstverhältnisses der Lehrpersonen und der Revision des Ausführungsreglements vom 16. Dezember 1986 zum Schulgesetz (RSchG; SGF 411.0.11) noch unterwegs waren. Er erwähnte zudem die weiteren Elemente, die berücksichtigt werden mussten, wie die Totalrevision der Verfassung, sowie die interkantonalen Arbeiten im Rahmen der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) mit dem Projekt HarmoS und der Conférence intercantonale de l'instruction publique de Suisse romande et du Tessin (CIIP) mit dem Projekt PECARO.

1.3 Parlamentsdebatte

Am 7. November 2003 musste der Grosse Rat entscheiden, ob er auf das Postulat eintreten wollte (*TGR S. 1726–1729*). Im Verlauf der Debatte wurde erwähnt, dass das SchG an den gesellschaftlichen Wandel wie einen immer früheren Alkohol- und Drogenkonsum sowie Delinquenz angepasst werden muss. Änderungen wurden zudem vorgeschlagen bezüglich des Stichtages für die Ankündigung der Bestände vom 15. Juni, was als zu spät für die Organisation des nachfolgenden Schuljahrs beurteilt wurde, des Beginns des administrativen Schuljahres, der Förderung des Sprachenlernens, des Schuleintrittsalters, der Praxis der Sonderurlaube, der Integrationspolitik, des Schlüssels für die Finanzierung der

Schulen der verschiedenen Schulstufen, der Disziplinar-massnahmen, der Bestände, der Klassenbildung, des Berufsauftrags des Lehrkörpers, der Rolle der Eltern, der Förderung von Initiativen für die Schaffung von Jugendzentren oder der Schaffung von Strukturen in und ausserhalb der Schule, der Integration des Kindergartens in der obligatorischen Schule, der Entwicklung der Lehrmethoden und der Beurteilung, des Verfahrens für den Übertritt in die Orientierungsschule, der Aufgabenbremse bei der Schule, des Übertritts von der obligatorischen Schule in die Sekundarstufe II. Es wurde gewünscht, dass der Lehrkörper, die Eltern und die Schulkommissionen in die Arbeiten einbezogen werden, damit die Leute vor Ort sich auf eine Rechtsgrundlage stützen können, die den konkreten Bedürfnissen angepasst ist. Es wurde erwähnt, dass das SchG das Recht aller Schülerinnen und Schüler auf die beste Grundausbildung sicherstellen sollte, ohne die Pflichten der Eltern gegenüber der Schule zu verbergen. Bei der Festlegung eines Rechtsrahmens muss die Achtung der verschiedenen Sprachkulturen sichergestellt werden. Es wurden Warnungen dahingehend abgegeben, dass die von der Schule erwarteten Leistungen nicht mit denjenigen in der Wirtschaftswelt vergleichbar sind und auf dem Land nicht die genau gleichen wie in der Stadt sein können. Befürchtungen wurden ebenfalls geäussert in Bezug auf die Vielzahl von Reformen, mit denen in einem Kontext begrenzter Mittel gerechnet werden müsse.

Während niemand die Zweckmässigkeit einer Revision des SchG in Zweifel stellte, sahen es einige als unnötig an, vom Staatsrat einen Bericht zu diesem Thema zu fordern. Andere wollten hingegen die wesentlichen Punkte dieser Reform kennen, bevor sie ihre Stellungnahme abgeben und um anschliessend aktiv mitzumachen. Bei der Abstimmung wurde das Postulat mit 87 Stimmen gegen 14, bei Enthaltungen, überwiesen.

2. ERFOLGTE UND KÜNFTIGE ARBEITEN

2.1 Reglement für das Lehrpersonal

Das neue Reglement für das Lehrpersonal (LPR, SGF 415.0.11) ist am 1. September 2004 in Kraft getreten. Dieser Text folgt auf die Inkraftsetzung auf den 1. Januar 2004 sämtlicher Bestimmungen über das Staatspersonal. Er berücksichtigt die Entwicklungen, die die Schule in den letzten Jahren erfahren hat, und ihre Auswirkungen auf den Auftrag und den Status des Lehrkörpers. Mit seinen innovativen Vorschlägen reagiert er auch auf die Aufwertung des Ansehens des Lehrberufs in der Gesellschaft und bekämpft somit den drohenden Mangel an Lehrpersonal.

Nachdem der Berufsauftrag des Lehrpersonals explizit festgelegt wurde, ist nun eine Arbeitsgruppe mit dem Projekt der Pflichtenhefte der verschiedenen Unterrichtsstufen befasst. Ihr Bericht wird bis zum 30. April 2005 erwartet.

2.2 Bericht des Staatsrats an den Grossen Rat über das Globalkonzept für die Integration der Informations- und Kommunikationstechnologien in den Unterricht auf allen Schulstufen (Fri-Tic)

Am 13. September 2004 hat der Staatsrat dem Grossen Rat seinen Bericht Nr. 149 über das Globalkonzept für die Integration der Informations- und Kommunikations-

technologien in den Unterricht auf allen Schulstufen (Fri-Tic) vorgelegt. Es scheint, dass das anfängliche Konzept Fri-Tic nicht umfassend geändert werden muss, weil sich das Projekt in seinen Hauptpunkten bewährt hat. Mit den punktuellen Korrekturen, die im Projektverlauf angefügt wurden, konnten Anpassungen an die Situation und die örtlichen Bedürfnisse vorgenommen werden. Das Projekt hat jedoch gegenüber der anfänglichen Planung Verspätung; dies wegen budgetären Einschränkungen und der Komplexität einiger Aufgaben. Es wird voraussichtlich um zwei Jahre, also bis 2008, verlängert.

Der Grosse Rat hat den Bericht am 15. Dezember 2004 zur Kenntnis genommen.

2.3 Bericht des Staatsrates an den Grossen Rat zu einer umfassenden Familienpolitik im Kanton

Am 5. Oktober 2004 hat der Staatsrat dem Grossen Rat seinen Bericht Nr. 151 zu einer umfassenden Familienpolitik vorgelegt. Dieser folgt auf das Dokument, das im kantonalen Auftrag für eine umfassende Familienpolitik erarbeitet wurde. Zunächst nimmt der Bericht eine Bestandesaufnahme der aktuellen Familienpolitik und der bestehenden Massnahmen vor. Danach wird die Bedeutung einer wirksamen Koordination zwischen den Direktionen betont. So sei eine interdirektionale Steuergruppe für die Koordination der Familienpolitik mit der Festlegung eines Pflichtenhefts und der Koordination der Information an die Familien mit Errichtung eines «Familienschalters» befasst. Schliesslich erwähnt der Staatsrat die Punkte, die prioritär zu behandeln sind. In direktem Zusammenhang mit der Eintretensdebatte des Grossen Rates zum Postulat Bulliard/Stempel gibt es zwei Bereiche:

- Verbesserung der Anwendung des Gesetzes über Aufnahmestrukturen für Kleinkinder oder eine Gesetzesrevision zur Verstärkung der ausserfamiliären Betreuung;
- Die Prüfung der Zweckmässigkeit und der Möglichkeiten der Einführung eines zweiten Kindergartenjahres, womit die Kinder ab dem 5. Altersjahr eingeschult werden könnten. Dieser Gegenstand betrifft besonders die EKSD und muss im Übrigen mit den Projekten HarmoS, PECARO und Revision des Konkordats vom 29. Oktober 1970 über die Schulkoordination in Verbindung gesetzt werden; ausserdem sind noch die Arbeiten betreffend eines früheren Eingreifens bei Verhaltensauffälligkeiten (siehe Punkt 2.4 unten) erwähnt.

2.4 Bericht der kantonalen Kommission, die mit Massnahmen für schwer verhaltensauffällige Kinder und Jugendliche in der Schule befasst ist

Die kantonale Kommission, die damit beauftragt ist, Massnahmen für schwer verhaltensauffällige Kinder und Jugendliche in der Schule vorzuschlagen, hat ihren Bericht am 8. April 2004 gutgeheissen. Der Bericht listet die festgestellten Probleme auf, schlägt angepasste Massnahmen vor und sieht mögliche Zusammenarbeiten zwischen den Direktionen des Staates vor. Bei den vorgeschlagenen Massnahmen geht es vorwiegend um eine Verbesserung der Zusammenarbeit auf allen Ebenen, um die bestehenden Mittel besser zu nutzen. Die Kommission schlägt zudem zusätzliche Ressourcen für die Schulen vor. Erst in dritter Linie sind Aufnahmestrukturen für

Schülerinnen und Schüler mit Schwierigkeiten vorgesehen. Am 3. Mai 2004 hat der Staatsrat die EKSD ermächtigt, den Bericht bei den betroffenen Instanzen und Organen in Vernehmlassung zu geben. Die Vernehmlassungsfrist war auf den 30. September 2004 festgelegt worden. Wegen einigen Verzögerungen bei den Antworten, ist die Auswertung der Vernehmlassung noch nicht beendet. Der Grosse Rat wird im Rahmen des Berichts, den der Staatsrat im Anschluss an die Annahme des Postulats Nr. 226.03 Catherine Keller-Studer betreffend eine sozialpädagogische Struktur über die Ergebnisse informiert werden. Es ist nicht ausgeschlossen, dass das SchG im Anschluss an diesen Bericht partiell revidiert wird.

2.5 Teilweise Änderung des SchG 2004

Ausser den bereits unter Punkt 1.2 erwähnten Änderungen hat der Grosse Rat am 12. Oktober 2004 eine partielle Änderung des Schulgesetzes (Art. 88, 94 und 108) gutgeheissen. Die Änderung von Artikel 108 legt den Kantonsbeitrag an die Gemeinden für die Schuldienste auf 45 % fest. Die Änderungen der Artikel 88 und 94 führen eine Beteiligung der Gemeinden an der Finanzierung der Massnahmen zur Förderung der freiwilligen Pensionierung vor Erreichen des Höchstalters bei den Lehrpersonen des Kindergartens, der Primarschule und der Orientierungsschule ein.

2.6 Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004

Die neue Staatsverfassung, die am 1. Januar 2005 in Kraft tritt, überträgt in Artikel 64 Abs. 1 die Verantwortlichkeit für die Bereitstellung eines obligatorischen und unentgeltlichen Unterrichts, der jedem Kind offen steht und auf seine Fähigkeiten Rücksicht nimmt, dem Kanton und den Gemeinden gemeinsam. Sie führt aus (Abs. 2), dass die Schule die Ausbildung der Kinder in Zusammenarbeit mit den Eltern sicherstellt und diese in ihrer Erziehungsaufgabe unterstützt. Die Schule fördert die persönliche Entwicklung und die soziale Integration der Kinder und schärft ihr Verantwortungsgefühl gegenüber sich selbst, den Mitmenschen und der Umwelt. Sie hält fest (Abs. 3), dass die erste unterrichtete Fremdsprache die andere Amtssprache ist. Sie erinnert an die religiöse und politische Neutralität des Unterrichts (Abs. 4), sie räumt den Kirchen und den anerkannten Religionsgemeinschaften das Recht ein, im Rahmen der obligatorischen Schule Religionsunterricht zu erteilen.

Die Verfassung gibt dem Staat die Möglichkeit, private Bildungseinrichtungen zu unterstützen, sofern ihr Nutzen anerkannt ist (Art. 67 Abs. 1). Der Staat übt die Aufsicht über Schulen aus, welche die Grundschulbildung gewährleisten, sowie über jene, die er unterstützt.

Die Elemente, die bereits geltende Grundsätze unterstützen, müssen sich allenfalls auch im Schulgesetz wieder finden. Dazu kann der Bericht Nr. 170 vom 15. November 2004 des Staatsrats an den Grossen Rat über die Umsetzung der neuen Staatsverfassung beigezogen werden. Darin werden die diesbezüglichen Absichten des Staatsrats erwähnt.

2.7 Neue parlamentarische Vorstösse zu Themen der Schule

Neben dem Postulat, das die Totalrevision des SchG fordert, gibt es weitere hängige parlamentarische Vorstösse,

die potentiell ebenfalls Auswirkungen auf das SchG haben.

Motion Jacques Baudois / Bernard Garnier Nr. 110.01 über den Sprachenerwerb in der obligatorischen Schule. Der Staatsrat wird seinen Bericht im Verlaufe des Jahres 2005 vorlegen.

Motion Michel Losey Nr. 051.04, begründet am 12. Februar 2004, betreffend optimale Sicherheit bei Schülertransporten. Der Staatsrat hat am 7. Dezember 2004 darauf geantwortet.

Motion Jean-Jacques Collaud / Jörg Schnyder Nr. 053.04, begründet am 12. Februar 2004, betreffend die Ausbildungsdauer bis zur eidgenössischen Maturität. Der Staatsrat hat am 21. Dezember 2004 geantwortet.

Postulat Jean Deschenaux / Isabelle Joye Nr. 217.02, erheblich erklärt am 12. September, 2004 über die Wiedereinführung von Noten an der Primarschule. Der Staatsrat wird seinen Bericht Ende März 2005 vorlegen.

Postulat Ursula Krattinger Nr. 255.04, begründet am 16. September 2004, betreffend die Einführung von Tagesschulen und Blockzeiten in den öffentlichen Schulen. Der Staatsrat wird in der gesetzlichen Frist darauf antworten.

Postulat Nicole Aeby-Egger Nr. 260.04, begründet am 14. Oktober 2004, über die Koordination der Stundenpläne der verschiedenen Schulstufen. Der Staatsrat wird in der gesetzlichen Frist darauf antworten.

2.8 PECARO und HarmoS

PECARO ist das Projekt eines Rahmenplans für Kindergarten und obligatorische Schule, das von der Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP) erarbeitet wird. Ziel ist die Erstellung eines für die Westschweiz offiziellen und gemeinsamen Ausbildungsprojekts für die Schülerin und den Schüler, womit die kantonalen Lehrpläne vereinheitlicht und eine gemeinsame Vision des Erziehungsprojekts der öffentlichen Schule gefördert werden sollen. Es ist in gewisser Weise ein allgemeines Pflichtenheft für Kindergarten und obligatorische Schule. Diesem Rahmencurriculum liegt eine Erklärung der CIIP betreffend Ziele und Zielsetzungen der öffentlichen Schule zugrunde, eine Erklärung, die auf der Grundlage der Schulgesetzgebungen der Mitgliedkantone der CIIP erarbeitet wurde. Eine erste Version des PECARO wurde im Frühling 2004 veröffentlicht und auf technischer Ebene bei den Schulpartnern bis Ende Sommer 2004 in Vernehmlassung gegeben. Die CIIP muss jetzt von den Resultaten der Vernehmlassung Kenntnis nehmen und entscheiden, wie es mit diesem Dossier weitergehen soll. Der Inhalt des PECARO entspricht demgemäss dem von unserem Schulgesetz festgelegten Rahmen; er wird Auswirkungen auf die Lehrpläne haben, für die die EKSD zuständig ist. Während der Revisionsarbeiten des SchG sollte diese interkantonale Referenz aber berücksichtigt werden. Es ist nicht ausgeschlossen, dass ein Artikel ausdrücklich die Bedeutung erwähnt, die der interkantonalen Koordination einzuräumen ist.

Das Projekt HarmoS seinerseits geht von der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) aus. Es dient der Koordination der obligatorischen Schule in der Schweiz, indem die Niveaus der Mindestkompetenzen für die obligatorische Schule in den vier Schlüsselfächern Unterrichtssprache (Standarddeutsch oder Französisch für den Kanton Freiburg), die Sprache 2

(entweder Französisch oder Standarddeutsch), Mathematik und Naturwissenschaften bindend auf nationaler Ebene festgelegt wird. Diese Niveaus werden in Form von nationalen Standards erscheinen, die die Kenntnisse und konkreten Kompetenzen, überprüfbar und messbar aufgrund von validierten Tests, festlegt. HarmoS muss also nicht Lehrinhalte präzisieren, sondern was die Schülerin oder der Schüler am Ende des Lernzyklus (2., 6. und 9. Jahr) in erwarteten Resultaten ausgedrückt, mindestens beherrschen muss. Es muss die koordinierte Steuerung der obligatorischen Schule in der Schweiz verstärken, indem es eine Evaluation des Ausbildungssystems auf nationaler Ebene erlaubt. Die Entwicklung von Modellen und die empirische Überprüfung der Kompetenzniveaus sollten im Laufe der Jahre 2005 und 2006 erfolgen. Die Festlegung der Standards wird für 2007 erwartet. Daraus sollte eine interkantonale Vereinbarung zur Koordination der obligatorischen Schule hervorgehen, die den kantonalen Parlamenten zur Beurteilung und Verabschiedung vorgelegt werden sollte.

Die beiden Projekte PECARO und HarmoS ergänzen und stärken sich gegenseitig. PECARO will den Ausbildungsprozess koordinieren, was auf Ebene einer Sprachregion geschieht. HarmoS will das Ausbildungsprodukt koordinieren, das vielleicht über die Sprachgrenzen hinaus realisiert werden kann. Die beiden Projekte wollen die Ziele der obligatorischen Schule und die von ihr erwarteten Leistungen transparenter und expliziter gestalten.

2.9 Revision des Schulreglements

Die ersten RSchG-Revisionsarbeiten wurden im Herbst 2003 durch eine EKSD-interne Arbeitsgruppe vorgenommen, wobei die Idee war, zuerst die nächstliegenden Bedürfnisse vor Ort, die das RSchG detailliert regelt, zu prüfen und anschliessend die Grundsatzfragen anzugehen, die im SchG enthalten sind. Wenn es nötig ist, wird darauf wieder das RSchG unter die Lupe genommen. Die Inspektoren- und Direktorenkonferenzen der beiden Sprachgruppen, die Société pédagogique fribourgeoise francophone (SPFF) und die Lehrerinnen und Lehrer Deutschfreiburg (LDF) wurden gebeten, das RSchG im Detail zu prüfen. Diese Organe wurden aufgefordert, anzugeben, welche Bestimmungen des RSchG ihrer Meinung nach geändert, neu geschaffen oder aufgehoben werden sollten. Alle Antworten kamen im Laufe des Frühjahrs 2004 zusammen. Die Arbeitsgruppe untersuchte das erste Ergebnis und bat die Konferenzen um detailliertere Informationen zu bestimmten Aspekten. Ende 2004 waren die hauptsächlichsten Punkte der RSchG-Revision bekannt. Spezifische Berichte zu den einzelnen Themen (zum Beispiel pädagogische Unterstützung, neue Politik der Bestände, Beurteilung usw.) wurden vor kurzem eingereicht oder sind bald abgeschlossen. Zwei Arbeitstage mit Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern des Generalsekretariats der EKSD und der beiden Ämter für obligatorischen Unterricht, sowie allen Inspektorinnen, Inspektoren, pädagogischen Beraterinnen und pädagogischen Berater, Direktorinnen und Direktoren der OS wurden in den ersten drei Monaten des Jahres 2005 vorgesehen. Damit sollte ein Vorprojekt in Vernehmlassung gegeben werden können.

2.10 Revision des Schulgesetzes

In seiner Botschaft Nr. 146 vom 30. August 2004 zu den Finanzperspektiven 2006-2008 und den Massnahmen

2004 zur Entlastung der Staatsfinanzen des Kantons Freiburg hat der Staatsrat bereits Arbeiten in den folgenden Bereichen angekündigt:

- Überprüfung der Organisation der Schulkreise mit insbesondere der Integration der Auswirkungen des Gemeindefusionsprogramms
- Festlegung von Regeln für die Bestände, um insbesondere die Lücken zwischen Französisch- und Deutschschreibung im Sonderschulunterricht und in den Klein- und Werkklassen zu schliessen
- Aufgabenverteilung beim Schülertransport im Vor- und Primarschulbereich
- Kostenreduktion für den Staat im Bereich der Schuldienste mit der Einführung der Beitragsleistung auf Pauschalbasis und der Anwendung der Kostenverteilung, die für den Vor- und Primarschulunterricht gilt (65 % – 35 %).

Die weiteren Bereiche, die der Staatsrat angekündigt hat, sei es hier, sei es in seiner Antwort vom 19. August 2003 auf das Postulat, zur Erinnerung:

- Prüfung der Zweckmässigkeit und der Möglichkeiten der Einführung eines zweiten Kindergartenjahrs, was eine Einschulung der Kinder ab 5 Jahren erlaubt
- Folgen des Berichts über die Massnahmen für schwer verhaltensauffällige Kinder und Jugendliche in der Schule
- Allfällige Änderungen im Zusammenhang mit den Projekten HarmoS und PECARO
- Informations- und Kommunikationstechnologie im Unterricht
- Einschulung von fremdsprachigen Kindern und Jugendlichen
- Schulorganisation (Schulleitung und «Projets d'établissement», Leitungsstruktur der OS).

Die vom Grossen Rat im Zusammenhang mit dem Postulat angesprochenen Themen, die bereits erwähnt wurden, an die aber unter diesem Punkt 2.10 noch nicht erinnert worden ist:

- Aufgabenbremse für die Schule
- Einschulungsalter
- Integration eines Kindergartenjahres in der obligatorischen Schule
- Rolle der Eltern, ihre Rechte und Pflichten
- Alkohol-, Drogen- und Delinquenzprävention
- Integrationspolitik
- Praxis der Sonderurlaube
- Disziplinarstrafen
- Politik der Bestände und Klassenbildung
- Übertrittsverfahren für die Orientierungsschule
- Übertritt von der obligatorischen Schule in die Sekundarstufe II
- Beginn des administrativen Schuljahres
- Stichtag für die Ankündigung der Bestände am 15. Juni
- Finanzierung der Schulen der verschiedenen Stufen

- Die allfällige Verbindung zwischen Schule und auserschulischen Strukturen.

Schliesslich sind im Laufe der Revision des RSchG weitere Gegenstände aufgetaucht; hier seien nur die wichtigsten genannt:

- ständiger Aufenthaltsort der Schülerinnen und Schüler und Schulkreiswechsel
- Anerkennung, Aufsicht und Koordination der Schulpfortbildungsdienste
- Status der Sonderschulen
- Erteilung und Entzug der Lehrbewilligung
- Rolle des Erziehungsrats
- Rolle und Kompetenzen der Schulkommissionen
- neue Beurteilungspraxis.

Sowohl von der Anzahl der Themen wie auch von ihrer politischen Bedeutung her ist die Totalrevision des SchG anscheinend ein Dossier sehr grossen Umfangs. Die Arbeiten werden in den nächsten Monaten fortgesetzt, und eine Vernehmlassung sollte grundsätzlich in der zweiten Hälfte des Jahres 2006 stattfinden.

3. SCHLUSSBEMERKUNG

Mit der Revision des SchG hat der Staatsrat eine grosse Arbeit vor. Einerseits gibt es eine grosse Anzahl zu behandelnder Themen. Andererseits ist die politische Natur dieser Bereiche offensichtlich. Deshalb muss man sich auf eine gesellschaftliche Debatte vorbereiten, welche die Arbeit der Schule in den nächsten Jahren begleiten wird. Aus diesem Grund müssen neben den Debatten über die Frage der Grundsätze die Bedürfnisse vor Ort berücksichtigt und die Hauptrichtungen der Schule von morgen freigelegt werden.

Der Staatsrat weist darauf hin, dass einige unter Punkt 2.10 erwähnte Themen Gegenstand eines vorgezogenen Reglements sein und somit der grundlegenden und umfassenden Revision des Schulgesetzes, die noch grössere Arbeiten und eingehende Diskussionen erfordern wird, vorangehen könnten.

Wir bitten Sie, diesen Bericht zur Kenntnis zu nehmen.
